

Motion témoignant du désarroi et de l'inquiétude des professeurs d'école normale secondaire de l'enseignement libre catholique apprenant au printemps 1979 le remplacement des cours d'histoire, géographie et socio-économie par un cours d'étude du milieu à la rentrée de septembre. 2 mai 1979.

À l'attention de

Monsieur le Directeur général du S.N.E.C. ;

Monsieur le Président de l'A.R.P.O.E.C. ;

Monsieur le Président de la C.N.A.P. ;

Monsieur le Secrétaire général de la F.N.E.M.C. ;

Monsieur le Secrétaire général de la F.N.E.T.C. ;

Monsieur le Secrétaire général de la F.N.E.N.C. ;

Monsieur le Secrétaire général du C.E.M.N.L. ;

Monsieur le Secrétaire général du C.C.P.E.T. ;

Mesdames et Messieurs les Membres de la Commission d'élaboration du programme « étude du milieu » pour le cycle d'observation de l'Enseignement secondaire rénové catholique ;

Mesdames et Messieurs les Membres de la Commission « Objectifs » participant aux travaux de la Commission « étude du milieu » ;

Mesdames et Messieurs les Directeurs et Professeurs d'histoire, de géographie et de sciences économiques et sociales des Écoles normales secondaires catholiques.

Mesdames, Messieurs,

Le projet d'intégration de l'enseignement de l'histoire, de la géographie et des sciences économiques et sociales dans les deux premières années de l'enseignement secondaire rénové a soulevé parmi nous, professeurs d'histoire, de géographie et de sciences économiques et sociales des écoles normales secondaires, autant d'espoir que d'inquiétude.

Espoir parce que, même si l'on peut à juste titre préférer l'interdisciplinarité à l'intégration, une réforme est nécessaire et n'a que trop tardé. Il est temps, en effet, de mettre davantage l'accent sur l'acquisition d'attitudes mentales spécifiques par les élèves plutôt que sur les contenus classiques, volontiers livresques, souvent oubliés des réalités pratiques.

Mais inquiétude aussi, car une réforme d'une telle ampleur et qui engage l'avenir d'une façon aussi décisive ne s'improvise pas, ne se précipite pas. On peut regretter, à cet égard, que le projet de réforme ne trouve pas véritablement sa source dans une remise en question d'ordre pédagogique, mais dans des réductions d'horaire consécutives à des compressions budgétaires... En outre, pour la majorité d'entre nous, dans le Normal comme dans le Secondaire, la mise en application imminente de cette réforme va tenir de l'exploit psychologique autant que pédagogique.

D'une part, nous avons pris connaissance du projet tardivement, par on-dit, alors que les travaux des Commissions étaient déjà engagés. Partant, la nouvelle d'une intégration de l'enseignement de l'histoire, de la géographie et des sciences économiques et sociales nous a-t-elle surpris et a été ressentie par beaucoup d'entre nous comme l'expression d'une politique du fait accompli, voire d'un coup fourré. Nous constatons, par ailleurs, que nos collègues des écoles secondaires ne sont guère mieux informés que nous et manifestent des réticences qui risquent d'hypothéquer lourdement la réforme projetée. Tout cela nous incite donc à nous cabrer face à ce que nous ressentons comme un manque inadmissible d'information et à critiquer l'absence inexplicable de toute concertation, fût-ce par l'entremise d'une enquête. Dans un monde où la démocratie sociale devient de plus en plus une réalité et où les médias nous font connaître en quelques minutes des événements qui se produisent à des milliers de kilomètres de nous, nous trouvons pour le moins étonnant que des centaines de professeurs soient tenus dans l'ignorance d'une réforme qui les concerne au premier chef et qu'un tel bouleversement de la formation éducative des générations futures puisse être ainsi préparé à huis clos.

D'autre part, nous allons devoir prendre en charge cette réforme dans un délai extrêmement court, sans formation appropriée, sans préparation d'appui, sans perspective d'ensemble portant sur les six années des Humanités, avec des contenus et des méthodes particulièrement vagues – à preuve, la note qui accompagne l'intitulé du cours dans la grille horaire transmise aux écoles secondaires quelques jours avant le congé de Pâques : « La formulation « étude du milieu » n'est pas définitive » ! Pire, nous apprenons, toujours par des rumeurs, que dans la mesure où un programme circonstancié ne pourrait être élaboré pour la rentrée – ce qui semble inéluctable faute de temps – l'année scolaire prochaine sera expérimentale pour tout le monde. N'est-ce la meilleure façon de provoquer la confusion, de nous faire « patauger » une année entière en créant d'emblée les conditions de la récurrence pour la deuxième année et les suivantes ? Cette situation ne va-t-elle pas, en renforçant l'insécurité des professeurs, entraîner des réactions d'opposition ou d'inertie ? Peut-on être assuré, dès lors, que les séances d'information décidées en dernière minute se dérouleront dans un climat serein et productif ? Et que dire des conditions intellectuelles dans lesquelles seront placés les élèves ? Est-il permis de prendre pareils risques pédagogiques vis-à-vis d'eux ? Leurs parents l'admettront-ils ? Enfin, une question essentielle demeure sans réponse : qui est habilité à donner le nouveau cours intégré puisqu'il n'existe aucun titre légal, qu'aucun agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, aucun futur promu de l'enseignement normal, quel que soit son diplôme, n'est apte en droit à assumer ce cours ? Dans les structures administratives que nous connaissons, n'est-ce pas l'assurance de voir une des formations prendre le pas sur les deux autres ? Qui y gagnera ? Les élèves ? Certes pas. Les professeurs qui donneront ce cours avec un minimum de bonheur seront rares, tant il faudra être un as pour pouvoir, sans la moindre préparation, couler trois formations scientifiques distinctes en un tout cohérent avec un égal équilibre.

Cette réforme, si nécessaire, tant attendue, qui ouvre des perspectives neuves, dynamiques, stimulantes, n'est-elle pas vouée à l'échec par sa précipitation et son improvisation ? Qui donc a intérêt à tant presser les choses ? Parviendra-t-on, avec le peu de temps qui nous sépare de la rentrée, à convaincre et à mobiliser des professeurs pour la plupart démoralisés par l'absence d'information, l'immensité de la transformation à accomplir et l'ampleur de leur impréparation ? Faut-il rappeler que beaucoup d'entre eux ont déjà entrepris de repenser leurs cours en vue du passage de leur école à l'enseignement rénové en septembre prochain ? Accepteront-ils sans maugréer de voir des heures et des heures de travail et de réflexion réduites à rien faute d'instructions données en temps opportuns ? Trouvera-t-on, d'ici à la rentrée, le

temps de les recycler d'une manière satisfaisante ? Et qui osera prendre en charge ces recyclages inopinés, prétendre qu'il a eu la possibilité de se préparer, d'effectuer les expériences utiles, d'élaborer des plans de synthèse généralisables ? Du reste, chaque « milieu » n'est-il pas unique en lui-même ? Quelle habileté imaginative et multiforme, quelle capacité d'adaptation, quel bagage scientifique ne faudra-t-il pas à chaque professeur pour tirer un parti « tridimensionnel » de « milieux » dont la plupart sont encore totalement en friche ? Et, si l'on se défend en termes de savoir-faire, d'objectifs opérationnels, qui pourra définir un plan d'action assez convaincant et assez fiable alors que chez nos voisins français notamment, malgré des années de recherche et d'expérimentation, un contexte pédagogique similaire provoque la confusion, l'hésitation, l'expectative, la rétractation...

Cela dit, nous nous tenons prêts, dans la mesure de nos moyens, à nous mettre au service de la bonne cause. Mais, qu'on nous entende bien : nous sommes persuadés que la solution du bon sens et de l'efficacité à long terme consiste à se donner des délais suffisants pour tout mettre en place posément, rationnellement. C'est à ce titre que nous prenons la liberté de suggérer l'itinéraire suivant.

1. – Organiser une véritable concertation interdisciplinaire avec les professeurs d'histoire, de géographie et de sciences économiques et sociales des écoles normales secondaires (ces professeurs sont, en effet, les premiers concernés par l'actuel projet de réforme, non seulement parce que c'est d'eux que dépend, jusqu'à nouvel ordre, la formation des futurs enseignants du secondaire inférieur, mais aussi parce que c'est à eux qu'il appartient, sous l'égide de l'inspection, de recycler les enseignants en place qui sont aussi, ne l'oublions pas, leurs anciens élèves avec lesquels ils gardent des liens d'amitié et d'estime très étroits). Cette concertation aurait pour but de définir collectivement objectifs, contenus et méthodes du nouveau programme. Une telle démarche nous paraît indispensable si l'on veut éviter de bâtir la réforme sur quelques slogans pédagogiques tirés de l'une ou l'autre lecture ou façonnés à partir d'idées personnelles plus ou moins originales.

2. – Une fois bien d'accord sur les buts, le fond et la forme, soumettre un projet circonstancié aux professeurs du secondaire inférieur par le biais d'une campagne interdisciplinaire d'information et de sensibilisation et prendre leurs avis, remarques et critiques en recourant à une enquête détaillée et en constituant dans les écoles normales, érigées en lieux de rencontre régionaux, des groupes permanents de réflexion et de travail ouverts à tous les professeurs qui souhaiteraient y prendre part et animés par les inspecteurs diocésains épaulés par les professeurs de l'enseignement supérieur pédagogique.

3. – Entreprendre au plus tôt un certain nombre d'expériences pilotes. Celles-ci devraient se dérouler dans les écoles d'application des écoles normales, dans des écoles associées pour les écoles normales qui ne disposent pas d'école d'application et dans toute autre école mandatée par l'inspection (au demeurant, chaque établissement serait libre de poser sa candidature auprès de cette dernière). Il nous paraît, en effet, inacceptable qu'une réforme d'une telle ampleur puisse être expérimentée d'une manière empirique par quelques « hommes de main » isolés, travaillant confidentiellement. Nous réclamons une expérimentation pédagogique systématique, ordonnée, solidement encadrée, soigneusement évaluée et publique. Il s'agit, notamment, de mettre les écoles pilotes en situation de travailler de concert, de collaborer étroitement, de confronter les résultats acquis séparément, d'informer l'ensemble des professeurs concernés de l'état d'avancement des recherches.

4. – Mettre sur pied les recyclages indispensables en les appuyant sur les expériences menées systématiquement et en collaboration et en les doublant d'une solide information théorique. L'exploitation intégrée du « milieu » ne suppose-t-elle pas une connaissance approfondie des trois méthodes scientifiques distinctes de l'histoire, de la géographie et des sciences économiques et sociales ? Car, il est autrement plus ardu (mais évidemment plus utile) d'apprendre à des élèves, selon une triple optique, à questionner le réel, à collecter et à déchiffrer des informations et des témoignages locaux, à synthétiser un donné brut, à mettre en forme les résultats d'une enquête personnelle que de leur transmettre un unique savoir livresque.

5. – Entre-temps, repenser la formation des futurs régents destinés à enseigner le nouveau cours intégré. Soit en créant de toute pièce un régendat en sciences sociales, ce que certains demandent depuis des années. Soit, pour parer au plus pressé et éviter de soulever trop de « montagnes administratives », d'accorder aux régents en langue maternelle-histoire la possibilité de prendre la géographie ou les sciences économiques en option et aux régents en sciences-géographie de prendre l'histoire en option.

Nous osons espérer que notre appel ne sera pas vain. Il est dénué de mobiles corporatistes ou réactionnaires, mais la réforme projetée soulève en nous trop d'espoirs pour que nous acceptions de les voir rapidement déçus.

Les Professeurs soussignés d'histoire, de géographie et de sciences économiques et sociales des écoles normales secondaires.